

(1) *Dans la limite de trois ans maximum (article 28 du décret du 17 mars 1967).*

(2) *Le contrat de syndic confié à l'organisme d'habitation à loyer modéré en application de l'article L. 443-15 du code de la construction et de l'habitation prend fin dans les conditions prévues par cet article.*

*Le mandat de syndic confié par un syndicat coopératif prend fin dans les conditions prévues à l'article 41 du décret du 17 mars 1967.*

(3) *Le cas échéant, la majorité prévue à l'article 25-1 de cette loi est applicable.*

(4) *Conformément à l'article 54-IV de la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014, la fiche synthétique doit être établie à compter du :*

- *31 décembre 2016, pour les syndicats de copropriétaires comportant plus de 200 lots ;*
- *31 décembre 2017, pour les syndicats de copropriétaires comportant plus de 50 lots ;*
- *31 décembre 2018, pour les autres syndicats de copropriétaires.*

(5) *En application de l'article 18 de la loi du 10 juillet 1965, cette possibilité de dispense est applicable uniquement au syndic professionnel.*

